

LE PRÉSIDENT. — La parole est à Marceau Pivert, soixante-dix minutes.

QUELQUES VOIX. — Il demande une heure dix !

LE PRÉSIDENT. — Cela ne vous regarde pas ! La parole est à Marceau Pivert, soixante-dix minutes. (*Bruit.*) Allons, camarades, je vous en prie !

MARCEAU PIVERT. — Je veux remercier les camarades des fédérations qui ont spontanément offert à notre minorité l'occasion de faire connaître assez complètement notre position, et en particulier nos camarades Benoît, des Vosges, Auberge, de l'Allier, Fischer, de l'Aisne, Levant, de Seine-et-Oise, qui ont abandonné leur tour de parole en faveur d'un exposé dont je prie le Congrès d'excuser à l'avance à la fois la durée et la tonalité.

Comme on pouvait le prévoir, nous entrons en effet, camarades, dans une période de lutte sociale aiguë. Au cours de cette période, nous sommes décidés à nous abstenir de toute considération sentimentale, ou autre, comme de toute polémique subalterne. Nous voulons, en outre, résister à toute tentation de « suivisme » ou de « conformisme », car nous en connaissons les périls.

Étant donné certaines manifestations un peu trop renouvelées, il n'est peut-être pas superflu de rappeler à ce propos les vers de notre Internationale : « Producteurs, sauvons-nous, nous-mêmes ! » et « Ni Dieu, ni César, ni Tribun ! »

En faisant cet effort, nous restons fidèles à la pensée laïque de Jaurès, lorsqu'il disait : « Si Dieu lui-même se présentait devant les multitudes, le premier devoir de l'homme serait de le traiter d'égal à égal, non pas comme un maître auquel on obéit, mais comme un citoyen, avec lequel on doit discuter. (*Applaudissements.*) »

Nous savons bien que nous serons encore demain une cible de choix pour la bourgeoisie : c'est pour nous une habitude. Pour les attaques, les perfidies, les colères de tous les journaux fascistes ou pseudo-fascistes, nous disons : « Tant mieux qu'ils nous attaquent ! » Mais d'autres

attaques nous sont plus pénibles : ce sont celles des camarades du Parti qui ne veulent pas faire l'effort de compréhension réciproque que nous essayons nous-mêmes, de faire, à leur égard. Naturellement, cela ne nous empêchera pas de continuer ! Toutefois, nous nous refusons à endosser des étiquettes qui n'ont rien de commun avec notre véritable pensée. Nous ne sommes pas des tolstoïens, nous ne sommes pas des trotskistes, nous sommes tout simplement des socialistes qui croyons être fidèles à la Charte fondamentale de notre Parti. (*Applaudissements.*)

Et puis après tout, qu'importent les étiquettes et les appréciations, nous faisons ce que nous croyons devoir faire, sans plus. « *Fais ce que dois, advienne que pourra.* » Voilà notre devise, camarades !

C'est exclusivement l'intérêt du Parti, qui nous préoccupe. D'un parti qui a vécu très longtemps dans une période de démocratie bourgeoise, ascendante ou stable, et qui par conséquent a été plus ou moins consciemment influencé par certaines habitudes de la vie de la démocratie bourgeoise, d'un parti surtout électoral et parlementaire. Nous voulons faire un parti puissant, idéologiquement et organiquement armé pour les luttes décisives de classes vers lesquelles nous allons à grand pas ; telle est la tâche à laquelle nous consacrons toutes nos forces et aussi toute notre foi dans notre Parti et dans le Socialisme. (*Applaudissements.*)

C'est pourquoi nous répudions toutes les illusions, toutes les confusions, toutes les résignations, toutes les capitulations. Nous avons notre sincérité, nous ne mettons pas en doute la sincérité des camarades qui ne pensent pas comme nous ; et lorsque des camarades à qui nous unissent des liens d'affection, se croient blessés par ce que nous disons, nous leur demandons de considérer que les liens d'affection sont une chose, mais qu'une conception politique rigoureuse en est quelquefois une autre. Aussi, à notre avis, le meilleur moyen de montrer qu'on estime des camarades, ou d'essayer de mériter leur amitié, c'est de leur dire totalement, intégralement, sans réticence, ce qu'on pense sur leur attitude politique. (*Applaudissements.*)

Camarades, vous me permettrez de résumer d'abord

quelques souvenirs relatifs à la période que nous avons vécue il y a un an.

Je le ferai par rapport à la définition d'une ligne politique de classe, seule capable de déterminer le rassemblement de toutes les bonnes volontés, au milieu de la tempête dans laquelle nous sommes déjà engagés. Et je dirai à ceux qui nous répètent — et je l'entendais encore tout à l'heure — : « Allez dire cela aux radicaux, allez dire cela aux communistes », non, camarades, nous disons cela au Parti et, au delà du Parti, à la classe ouvrière, nous disons ce que nous croyons être juste dans la période que nous vivons, et nous pensons que l'affirmation des vérités socialistes traditionnelles, est peut-être le meilleur moyen actuellement de rehausser plus que jamais le prestige de notre Parti socialiste.

Voyons, en effet, ce qui se passait il y a quatorze mois. On m'a assez reproché cette formule : « Tout est possible. » Nous avons assisté à une conjugaison extraordinaire d'efforts pour démontrer que c'était vraiment exagéré. Pourtant, aujourd'hui, il y a des camarades qui disent : « Mais il avait peut-être raison » ; et je suis certain, camarades, je le dis et je prends date, qu'aujourd'hui il y en a parmi vous qui ne seront pas d'accord avec nous, mais qui, dans quelques mois, quand ils verront que vous êtes descendus encore bien plus bas, viendront nous dire : « Oui, vous aviez raison, à ce moment-là ! » (*Applaudissements.*) Je ne dis pas cela par une sorte de méprisable prétention, camarades, mais simplement par certitude que les faits d'hier se reproduiront demain. J'ai reçu les notes que j'ai prises à la séance de la C. A. P., le 6 mai, et je me permettrai de les relire — je ne relirai que ce qui intéresse le débat — pour mettre en évidence notre divergence initiale.

Je proposais, à ce moment, de provoquer la démission du ministère Sarraut et d'exiger la constitution immédiate du ministère de combat de Front populaire. Et je proposais que toutes les forces de combat du Front populaire soient invitées à y participer. On l'a fait d'ailleurs, mais un mois plus tard ; à ce moment-là nous disions : « Si tout le monde ne participe pas, alors un gouvernement

socialiste homogène doit se présenter devant le Parlement, et mettre chacun au pied du mur ; avec son programme et celui du Rassemblement populaire. » C'était une tactique ; elle n'a pas été suivie. Bien ; Mais ce qui est important, c'est ce qu'à ce moment-là on nous a répondu : « Non, il vaut mieux attendre. » Maintenant, l'exposé du bilan financier de Vincent nous a révélé une fuite de quatre milliards un quart au cours de ce mois d'attente. Nous dénonçons ce péril. Je disais à la C. A. P. : « Mais les capitaux fichent le camp. » On voyait partir chaque jour les lingots par les avions du Bourget, l'hémorragie était assez inquiétante. Je demandais qu'on la juggle. Mais notre camarade Blum disait (je crois d'après mes notes que c'est à peu près exactement sa formule) : « Je souhaite que le mouvement d'exportation de capitaux s'arrête. Il vaut mieux attendre des délais normaux pour ne pas commencer avec toutes les difficultés à la fois. Les sorties d'or ne m'impressionnent pas. Il s'en est produit sous Laval et sous Flandin, mais l'or est ensuite revenu. »

Et je lui disais : « Mais au moins prenez l'identité des exportateurs, prenez des précautions pour pouvoir faire un certain contrôle et réprimer les manœuvres spéculatives. » Mais il nous démontrait que cela conduirait à des mesures de coercition, peut-être même à l'embargo, et qu'il préférerait ne pas créer cette situation délicate, il préférerait surtout la situation telle qu'elle était, plutôt que d'être obligé de faire la dévaluation.

Il ajoutait et concluait : « Soyez patients, nous devons réussir, c'est une partie qu'il faut gagner, par la patience et l'habileté. »

Camarades, notre maître à tous, c'est l'expérience. Nous sommes obligés de constater que peut-être personne, je ne dis même pas dans notre Parti, mais dans le personnel politique de notre pays, n'était plus qualifié que Léon Blum pour mettre de l'habileté et pour mettre son talent et son dévouement au service d'une certaine politique. Est-ce qu'elle a réussi, camarades ? Est-ce que la patience et l'habileté ont suffi à juguler les manœuvres du capitalisme, à faire appliquer dans ce domaine financier le

programme du Rassemblement populaire ? Je pose la question.

CASTAGNEZ. — Paul Reynaud !

LE PRÉSIDENT. — Silence !

MARCEAU PIVERT. — Je méprise les interruptions de manière à ne pas donner lieu à n'importe quelle provocation. (*Applaudissements.*)

CASTAGNEZ. — Ce n'est pas une provocation, je n'admets pas qu'il parle de provocation, car c'est lui qui est le provocateur !

LE PRÉSIDENT. — Non, non ! Vous n'avez pas la parole !

CASTAGNEZ. — Je dis que Paul Reynaud a mieux expliqué cela que lui !

LE PRÉSIDENT. — Marceau a raison de ne pas répondre. Tu n'as pas la parole, c'est une provocation que d'interrompre.

CASTAGNEZ. — C'est une provocation de parler comme il fait !

LE PRÉSIDENT. — Tu n'as pas la parole !

MARCEAU PIVERT. — Je demande au camarade interrupteur de ne pas s'exciter comme cela, car la situation est sérieuse.

L'illusion qui était à l'origine de ces événements, c'est celle que nous avons encore à détruire. Au lieu d'attaquer, on recherche par la ruse, par le compromis, la supériorité sur l'adversaire. Mais l'adversaire est toujours là, et la ruse et le compromis, au lieu de nous conduire au succès, incontestablement l'ont plutôt servi, tout en nous détournant de la véritable solution.

En effet, on voulait écarter la dévaluation ? Mais elle s'est imposée, il y en a eu d'autres, il y en aura peut-être d'autres. Certes, la situation financière n'est pas seule

en cause et je serai le premier à reconnaître, en dépit de toutes nos critiques et de nos observations, le bénéfice considérable, historique, que les lois sociales ont apporté à la classe ouvrière de notre pays. Ce bénéfice, camarades, a été le résultat de la conjugaison de l'action gouvernementale que nous avons voulue, mais aussi de l'action directe dont la classe ouvrière a pris l'initiative et que nous avons toujours préconisée. (*Applaudissements.*)

Et ceux des camarades qui invoquent cet argument : « Mais c'est parce qu'il y a eu une victoire électorale », n'oublient qu'une chose : c'est que la victoire électorale n'est pas tombée du ciel. Elle a fait suite à d'autres actions directes du prolétariat, car ça n'est pas le bulletin de vote qui est le moteur des événements : c'est la grève générale du 12 février, par exemple, ou la protestation vigoureuse, héroïque de Brest et de Toulon contre les décrets-lois, c'est cela qui a fait mûrir le succès du Front populaire, sur le terrain électoral. (*Applaudissements.*)

Seulement, la divergence initiale de nos conceptions réapparaît là aussi, car à partir du moment où on ne fait pas confiance à cette interprétation des faits (à savoir que le moteur des événements n'est pas dans les ministères, dans les couloirs de la Chambre ou du Sénat, mais dans les décisions autonomes de la classe ouvrière, et dans son action directe de masse, à partir de ce moment-là, évidemment, il y a fatalement des divergences tactiques entre nous on l'a observé tout de suite, on a demandé à la classe ouvrière de rentrer tranquillement, dans « l'ordre », d'évacuer les entreprises, on a demandé cela gentiment, quand c'était un gouvernement à direction socialiste !

En ce moment, c'est déjà changé : lisez le *Temps* d'hier soir, et vous verrez les succès qu'il enregistre par rapport à l'année dernière ! « L'autorité légale exerce aujourd'hui sa mission : l'ordre est maintenu. Des essais d'occupation de quelques cafés échouent immédiatement : le respect de la légalité marque actuellement un progrès dans les mœurs gouvernementales. »

Ainsi, la bourgeoisie, elle, ne s'y trompe pas. La bourgeoisie, sait parfaitement conduire son jeu, et après avoir

été désarçonnée, elle a vu très vite le profit qu'elle pouvait tirer de la situation.

J'ai retrouvé sur ce point une sorte de pronostic extrêmement curieux, dans une revue dite de gauche : *Marienne* ; et sous la signature d'Emmanuel Berl, le 27 mai 1936, voici comment sont traduits les sentiments de la bourgeoisie :

« La bourgeoisie a senti que le Front populaire n'est pas autre chose qu'une modalité du Front patriotique. Du gouvernement futur, nous attendons l'accroissement de nos sécurités diplomatiques et militaires. Nous avons besoin d'augmenter notre puissance défensive, nous pensons que la France, n'a pas le réseau routier qu'il faut aux unités motorisées des armées modernes. Nous manquons de chars, de canons antichars... Le premier devoir du Front populaire est de combler cette lacune et de mettre notre armée au point. »

Ainsi, camarades, le jeu de la bourgeoisie reprend la priorité sur les intentions les plus louables de nos représentants. Car en effet, c'est très peu de semaines après les mouvements de juin, que s'imposent les volontés de l'Etat-Major qui, lui, n'a pas changé, et qui interprète beaucoup plus que ce qu'on appelle la Défense nationale, les intérêts permanents de la Défense de classe de la bourgeoisie.

On a alors accepté les crédits militaires, les cent millions de crédits militaires par jour. On n'a opposé aucune résistance, en dépit des engagements pris devant le pays et devant le Congrès, pour revenir au service à court terme. On s'est engagé dans cette voie avec une double volonté de résignation et de complicité. En somme, on a satisfait aux besoins et aux exigences de la bourgeoisie, sur le terrain militaire.

Les conséquences financières et politiques ont été celles que vous connaissez. A partir du moment où on a annoncé au monde qu'un plan de 20 milliards de dépenses militaires allait être engagé, alors le franc ne pouvait plus tenir, alors la dévaluation est devenue inévitable et après la dévaluation, on s'est engagé un peu plus avant dans

cette politique de recherche du compromis, on a fait, les manœuvres de défense passive, on a fait un 11 novembre d'Union sacrée, où pour la première fois les élèves des écoles libres et des écoles laïques ont défilé ensemble ! On a fait l'emprunt de Défense nationale, un peu plus tard... j'en passe !... et c'est, Camarades, ce qui explique qu'on ait été amené à considérer comme des alliés toutes les forces de l'Etat capitaliste et les cléricaux eux-mêmes — je le dis aux camarades qui sont sincèrement et je pense, unanimement, soucieux de défendre la laïcité — il faut choisir !... On a fait appel au cardinal Verdier pour venir faire à la radio un appel aux capitalistes ! On fait aujourd'hui des réceptions avec le préfet, avec M. Yvon Delbos, au représentant du pape, le nonce Pacelli ; on donne l'occasion aux masses demain fascistes, de faire des rassemblements formidables, comme celui de Lisieux, avec la complicité du gouvernement dit de Front populaire ! Camarades, tout cela c'est la conséquence de votre politique dans laquelle tout s'enchaîne implacablement. (*Applaudissements.*) Pendant ce temps-là, on a dû abandonner le programme du Front populaire dans certaines de ses dispositions les plus modestes.

Quoi, camarades ? Les questions financières peuvent évidemment permettre d'expliquer certaines difficultés, mais combien cela coûte d'abroger les lois scélérates ? Pourquoi ne les a-t-on pas abrogées, les lois scélérates ? Pourquoi, dans l'amnistie, a-t-on laissé de côté les objecteurs de conscience ? (*Applaudissements.*) Tout simplement parce que la bourgeoisie, là-dessus, est féroce et ne veut rien céder. (*Applaudissements.*)

Et le fonds national de chômage ? La Caisse des calamités agricoles, la retraite aux vieux, la destruction des trusts de presse et de publicité, la suppression de la fraude, le contrôle des sorties de capitaux ?... Je ne parlerai même pas de la fameuse question de l'épuration à propos de laquelle plusieurs orateurs ont déjà fait observer que nous n'avons pas donné l'impression de vouloir vraiment nous battre contre l'adversaire. Et pourtant combien de défaillances graves dans ce domaine ! Devant la gravité des conséquences d'une telle politique, nous

vous avons alertés ; nous avons réagi ; nous vous avons parlé franchement.

Alors on nous a reproché notre attitude comme une sorte de trahison, parce que nous n'applaudissions pas, parce que nous nous refusions à faire du bluff ! On nous disait : « Vos maladresses et vos impatiences risquent de tout compromettre. » Evidemment ! c'était le « lampiste » qui avait tort !

Mais, camarades, votre adresse, votre patience, où est-ce que cela nous a conduits ? Aujourd'hui, la crise financière s'est développée. Elle a été analysée cruellement par des orateurs qui étaient très loin de nos positions, il y a seulement six mois. Aujourd'hui, nous voyons se reproduire le même phénomène qu'en 1925. Mais nous allons observer une terrible différence : nous allons nous rendre compte de l'affaiblissement politique du Parti depuis cette époque. Il s'agissait alors d'une bataille purement parlementaire, tandis qu'aujourd'hui c'est la bataille sociale dans toute son ampleur.

Or, dans cette bataille parlementaire de 1925, le Parti avait une attitude claire, qui lui a permis, d'ailleurs, de se développer.

Paul Faure nous a souvent rappelé cette crise devant les Congrès. Voici ce qu'il nous disait à Lyon : « Nous avons été à plusieurs reprises appelés par Herriot. Nous avons trouvé en face de nous un homme hésitant, un homme troublé, un peu désaxé, un peu effrayé par les puissances infernales du capitalisme, que cet apprenti sorcier de la démocratie avait déchaînées et dont il avait peur. »

Pendant dix ans, nous avons laissé croire que lorsque ce serait notre tour, ça changerait. C'est Jules Moch qui disait à Mulhouse : « Croyez-vous qu'un gouvernement engageant la lutte, affichant dans toutes les communes de France des tractations étranges entre M. de Wendel et la Banque de France ; croyez-vous que ce gouvernement n'aurait pas eu derrière lui tout le vaste Front populaire ? Ne croyez-vous pas qu'un tel geste eût pu servir la propagande de notre Parti devant le pays tout entier ? »

Nous étions d'accord, nous étions unanimes à ce moment-là, mais dès que l'expérience a commencé, une certaine manière de concevoir l'exercice du pouvoir nous a mis en présence de divergences sérieuses entre nous.

Tenez, le petit fait qu'hier notre ami Vincent a mis en évidence, va nous permettre de saisir comment nous concevons, nous, la lutte contre l'ennemi de classe. Il s'agit d'une chose grave que nous aurions souhaité qu'il dise en dépit de toutes les traditions, car ce qui compte le plus, pour nous, c'est de parler clair, et fort, au peuple de ce pays, qui ne sait pas assez les procédés de corruption effroyables déployés par le régime capitaliste. A la transmission des pouvoirs, Vincent apprend que tous les ministres des Finances touchaient une ristourne de 25 % sur les fonds de publicité distribués par l'Etat à l'occasion des émissions d'emprunts et autres opérations. Eh bien ! camarades, ces hommes qui nous font la leçon, ces hommes qui ont l'audace de nous accuser maintenant, on n'a osé ni les frapper avec cette arme tombée entre nos mains, et on n'a pas dit que Flandin, que Régnier, que Georges Bonnet, qui a été lui-même ministre... (*vifs applaudissements*) ont touché ! Camarades, nous nous battons avec la bourgeoisie, mais elle nous aura avec ses armes si nous hésitons à la frapper avec les nôtres ! (*Applaudissements.*)

Hélas ! on ne l'a pas fait !...

VINCENT AURIOL. — Marceau Pivert...

LE PRÉSIDENT. — La parole est à Auriol, une seconde.

VINCENT AURIOL. — Vous citez des noms, vous citez des faits. J'ai cité des faits, je n'ai pas cité des noms...

MARCEAU PIVERT. — Ils ont été ministres des Finances !

VINCENT AURIOL. — Mais j'ai fait mon devoir, quand j'ai pu le dire. Je n'accepte pas que vous me donniez une leçon, et je dis ceci : Tout ce que vous dites, c'est l'accusation que pendant un an Blum et ses amis ont trahi... (*Applaudissements.*)

MARCEAU PIVERT. — Non ! Non ! (*Vifs applaudissements. Bruit dans toute la salle.*)

LE PRÉSIDENT. — Silence, camarades !

VINCENT AURIOL. — ... Alors pourquoi, maintenant, il faut que nous recommencions ? Ce qui est terrible, voyez-vous, sans doute vous planez au-dessus de tous, des hommes et des choses, et sans doute ce n'est pas Blum, ni moi qu'il faudra faire venir, c'est Pivert ! (*Applaudissements.*)

Je vous l'ai dit, hier, il faut quand on examine les faits, les examiner avec l'intelligence humaine et non pas avec l'intelligence divine, Marceau Pivert ! Et je vous dis une chose, c'est que ce que vous faites en ce moment, est le coup dur porté devant le pays... (*Non ! Non ! Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — Silence ! Silence !
(*Auriol continue à parler dans le bruit.*)

LE PRÉSIDENT. — Silence, camarades, voyons !

VINCENT AURIOL. — ... Et vous le savez ! (*Protestations diverses.*)

LE PRÉSIDENT. — Je demande aux camarades : Voulez-vous me laisser diriger les débats ? Je demande aux camarades d'écouter Vincent Auriol, et je demande aux amis de Marceau Pivert de laisser à celui-ci le soin de lui répondre. (*Applaudissements. Bruit.*)

Silence ! Écoutons !

VINCENT AURIOL. — Car Marceau Pivert... (*Bruit. Protestations diverses.*)

LE PRÉSIDENT. — Si l'on fait du silence, on entendra Vincent Auriol. Faites silence, je vous en prie ! (*Bruit.*)

Je demande encore une fois aux camarades des tribunes... tout à l'heure je leur ai demandé de ne pas applaudir ; je comprends qu'il est difficile de ne pas manifester

son opinion, mais pour interrompre je demanderai l'exclusion !

VINCENT AURIOL. — Ecoutez, j'ai fini, Marceau Pivert... Il m'a demandé, il y a six mois, d'aller présider le banquet de la 15^e section, j'y suis allé...

MARCEAU PIVERT. — C'est réciproque...

VINCENT AURIOL. — Je le sais très bien, je le crois encore son souci de... Je veux lui dire : j'ai peur, Marceau Pivert — je le dis de toute la sincérité de mon âme — non pas de toi, mais de tous ceux qui te poussent et de tous ceux... (*Protestations à gauche. Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — Il répondra ! Marceau Pivert répondra, voyons !

VINCENT AURIOL. — Ce n'est pas possible ! Il n'est pas possible que tu ne sentes pas, en ce moment, que toute la critique que tu fais de notre action, est dirigée non pas contre nous — nous ne comptons pas — mais contre le Parti ! (*Vifs applaudissements. Acclamations.*)

LE PRÉSIDENT. — Camarades, il est bien entendu que cet incident qui a pris dix minutes a été pris sur le temps de Marceau Pivert, et que celui-ci pourra en tenir compte.

MARCEAU PIVERT. — Mes chers camarades, je pense qu'en dépit des accusations ou des interprétations fâcheuses qui peuvent m'accabler, surtout lorsqu'elles viennent d'un ami qui m'est cher, je vous prie de le croire... (*Bruit.*) Mais oui, camarades, je fais mon devoir... (*Hou ! Hou !*) *Applaudissements. Sifflets d'une partie de la salle.*

LE PRÉSIDENT. — Camarades, je vous demande de vous abstenir de ces coups de sifflets, c'est indigne d'un Congrès de notre Parti !

MARCEAU PIVERT. — Vincent sait, Léon Blum sait que c'est en effet une différence de tonalité et de conception

de l'utilisation des armes que nous avons entre les mains qui nous a opposés souvent, et je le leur ai dit à chaque instant. Est-ce que je dois me taire, quand je sens qu'il y a des armes qui nous échappent, et qui vont entre les mains de la bourgeoisie, camarades ? Je ne peux pas me taire ! (*Applaudissements.*) Et je dis que c'est au contraire faire la preuve que notre Parti est grand, qu'il est capable de maîtriser tout cela, et que c'est lui faire confiance que de dire : Les hommes que nous avons portés au gouvernement doivent savoir ce que nous pensons de ce qu'ils ont fait avec dévouement et bonne volonté, et ils doivent savoir aussi que les militants exigent qu'ils recommencent, en faisant mieux et en tenant compte fidèlement de toutes les suggestions que nous apportons maintenant. (*Applaudissements.*)

Mais si j'avais à me justifier des reproches que nous avons été amenés à faire, d'être trop gentils, comme je l'ai dit à Léon Blum dès le début, avec des adversaires impitoyables, et implacables, si j'avais à me justifier en revivant ces événements de 1925, je trouverais dans Léon Blum lui-même, la plus éclatante confirmation de ces critiques. Car, en effet, camarades, l'autre jour au Sénat, Léon Blum a dit aux sénateurs : « Si nous avions demandé les pleins pouvoirs, en juin, je suis certain que vous nous les auriez consentis, dans les termes que nous aurions voulus. »

C'est donc la preuve que nous avons raison ! Quand le mouvement de masse était dans la rue et dans les usines, c'est à ce moment-là qu'il fallait arracher le maximum. (*Vifs applaudissements.*)

Or, au lieu de cela, on n'a pas pris les méthodes que nous souhaitions et que nous proposons et cela nous a menés devant le fait accompli de la démission de Léon Blum sans que le Parti soit mis au courant, sans que la C. A. P. ne soit même consultée.

Or, voici ce que notre camarade Léon Blum nous disait à Lyon, à propos des événements de 1925 :

« ... La faute que je me reproche le plus à moi-même, c'est, au lendemain de la chute d'Herriot, alors que nous avions vraiment sommé Herriot de continuer la bataille,

de ne pas céder, devant le Sénat, alors que nous avons sommé les autres partis de la Chambre, de reconstituer contre le Sénat le gouvernement Herriot, et de n'en pas tolérer d'autre, et après que tous ces efforts avaient échoué, c'est de ne pas avoir demandé au groupe l'autorisation de monter à la tribune pour dire : « Eh bien, en ce qui nous concerne, il y a quelque chose qui est fini, cette bataille nous sommes prêts à la continuer, mais nous n'accepterons plus la direction des autres ! Nous vous avons prêté toutes nos forces, tout notre soutien avec loyauté et abnégation, sans défaillance. Vous avez essayé, vous n'avez pas réussi ; nous sommes prêts à recommencer, quand vous voudrez, mais en tenant, nous, la barre, en menant, nous, la bataille. » Le reproche que je me suis fait, c'est de n'avoir pas saisi cette heure-là. Oui, ce langage aurait été compris de beaucoup d'hommes en dehors de notre Parti dans la Chambre et de beaucoup plus d'hommes encore dans le pays ; et en envisageant aujourd'hui ces possibilités de bataille, c'est je crois, à nous désormais qu'il appartient de les conduire et de leur donner une direction. »

Camarades, un parti, un homme ne se diminue jamais quand il reconnaît ses erreurs, lorsque le plus grand d'entre nous se trompe, cela peut avoir des conséquences les plus graves, mais est-ce que c'est le diminuer ou nous diminuer que de regarder les faits tels qu'ils sont ? Alors nous disons : l'erreur est bien plus grave maintenant ; on a fait la même chose qu'en 1925. Mais le 20 juin, c'est douze ans après, au cours d'une crise sociale beaucoup plus profonde, ce sont des possibilités énormes que nous avons laissé échapper et pas seulement une majorité parlementaire, une majorité à la Chambre, certes, comme jamais il n'y en a eu, mais aussi une majorité dans le Front populaire, dans le pays. Le prestige énorme de Léon Blum dans le pays, et dans le monde, c'est également une arme dont nous disposons. Enfin, la volonté de lutte des masses, était évidente. On n'a pas voulu y faire appel. On s'est limité à des opérations dans les couloirs parlementaires. Les batailles se sont déroulées dans les commissions. Et les masses attendaient...

Camarades, ces possibilités énormes, êtes-vous bien sûrs que nous aurons souvent l'occasion de les reconstituer ? Est-ce que nous devons encore nous reprocher d'avoir laissé passer l'heure ? Eh bien, nous vous le disons, il est encore temps, le mouvement de masse est encore là !

CASTAGNEZ. — A Clichy !

MARCEAU PIVERT. — Il est prêt, et je dis aux camarades de province qui, tout à l'heure, avaient l'air de dire qu'à Paris on en parle, mais on n'en fait pas..

CASTAGNEZ. — Clichy.

LE PRÉSIDENT. — Castagnez, je vous en prie ! Voilà comment on provoque des incidents ; Castagnez, ici il n'y a pas de possibilité de rappeler à l'ordre, mais enfin c'est cela qui provoque !

MARCEAU PIVERT. — J'aime assez mon Parti pour subir en silence, certaines calomnies effroyables que les Croix de Feu reprennent, quand je fais des réunions dans le pays ! (*Bruit.*)

LE PRÉSIDENT. — Allons, tenez-vous tranquilles, là-bas !

CASTAGNEZ. — J'ai dit : Les masses de Clichy, et rien de plus !

MARCEAU PIVERT. — Je fais observer aux militants comme Castagnez, qu'ils ne se montrent pas à la hauteur des circonstances, s'ils ne savent pas écouter des choses qui ne leur plaisent pas. Vous en entendrez d'autres, et par vos électeurs eux-mêmes. (*Applaudissements.*) Donc, à Paris, c'est-à-dire dans la ville du 6 février, nous avons pu éprouver la volonté de lutte des travailleurs...

LE PRÉSIDENT. — Voulez-vous ne pas tenir un petit Congrès, là-bas dans le fond, s'il vous plaît !

MARCEAU PIVERT. — ... Notre divergence se retrouve toujours à propos de la conception du Front populaire et

du mouvement de masses qui le soutient. L'autre jour, nous avons manifesté non sans risque, le 21 juin, pour rectifier le cours des événements. Mais le Parti n'a pas voulu prendre cette méthode. Par contre, on a tout essayé pour donner satisfaction aux capitaux qui ne voulaient pas rentrer ; devant le Sénat, le 19 juin, Vincent résumait ses concessions en ces termes : « Vous avez voulu la liberté des capitaux, on vous l'a donnée ! Vous vouliez des garanties pour ces capitaux, vous vouliez qu'on freine les dépenses ? Mais le 5 mars, on a fait l'un et l'autre. »

Hélas ! cela ne suffit pas encore ! Aujourd'hui nouvelle descente ; ça ne suffira pas encore, il faudra aller plus loin. Déjà nous avons, par notre faiblesse, laissé faire une opération étrange dont tous les militants socialistes ont été révoltés : c'est cette opération politico-financière que j'ai analysée devant le Conseil national du 22 juin. On a remplacé notre camarade Blum par M. Chautemps, et Vincent Auriol par Georges Bonnet ; on a introduit au gouvernement ces amis singuliers du Front populaire qui s'appellent Queuille, Chapsal, etc. Faut-il rappeler qui est M. Georges Bonnet ? Et comment il préférerait encore la politique financière de Laval à celle du gouvernement de Front populaire, au mois de septembre dernier ?

« Il faut que les capitaux viennent s'investir dans les pays qu'ils ont quittés. Alors seulement pourront être réalisées cette baisse des taux de l'intérêt, cette conversion volontaire des rentes qui marqueront le succès définitif de votre dévaluation. Mais on ne peut avoir l'espoir de voir revenir les capitaux évadés que si le climat est favorable, l'ordre social parfaitement maintenu... Et si toutes les mesures de nature à écarter le retour de la situation actuelle, ont été prises. Il faut donc ranger au magasin des accessoires, au moins pour un temps limité... — c'est toujours pour un temps limité ! — toute une série de tortures à l'usage des capitaux. »

Ainsi donc, d'après Georges Bonnet, il faut revenir à la politique du libéralisme, qui a toujours été dénoncée par de nombreux orateurs socialistes. Telle est pourtant la signification du ministère Chautemps, à la formation duquel la banque Lazard n'a pas été étrangère.

M. Marcel Lucain expliquait le 26 juin, dans *Paris-Midi*, son caractère véritable :

« Transition et solutions sont en cours ou en chantier. Entre temps, la situation politique évolue : la direction est passée du socialisme au radicalisme et cet événement à lui seul avait une portée historique. Le « Rassemblement républicain » défini par M. Chautemps n'est pas une expression simplement symbolique. Il s'appuie sur la reprise des leviers de commande par le radicalisme, sur la collaboration confiante avec les deux Assemblées, c'est-à-dire sur le retour à la Constitution et aux institutions. Il s'est donné pour assises la « pause » véritable, le libéralisme, la paix civique et le travail. »

Eh bien, camarades, voilà où nous retrouvons sans peine la suite de la mauvaise orientation initiale : reculer, conserver, piétiner, ne pas vouloir se battre, cela mène à capituler et quand on annonce qu'on ne veut pas se battre on donne ainsi une arme terrible à l'adversaire : les effets de cette résignation apparaissent dans les plus petits détails.

Hier à propos du *Populaire* nous avons appris l'augmentation des taxes postales portées de un centime à trois centimes. Cela signifie que nous faisons une politique de classe, mais pas de la nôtre. Laisser à un centime les taxes qui frappent les publications, ce serait tout à fait normal, car la circulation des idées et des informations est pour nous quelque chose de vital. Mais porter à cinq centimes les catalogues de publicité que sont la plupart des grands journaux, cela c'est une politique de classe, que l'on aurait pu faire, même à l'occasion des décrets-lois, même avec les pleins pouvoirs de M. Bonnet. Mais celle-là, on ne la fera pas ! Sous prétexte de mettre tout le monde sur le même plan, en fait, comme d'habitude, c'est la classe ouvrière qui est la plus touchée !

Par contre, on peut dire que les projets et la situation financière prennent leur véritable caractère, quand on sait qu'ils sont dus à M. le marquis de Boisanger, adversaire déclaré et opiniâtre du Front Populaire. Ce fameux marquis, bien connu du Syndicat des contributions indi-

rectes, a reçu la récompense de ses manœuvres, puisqu'il est maintenant le directeur de cabinet de M. Georges Bonnet.

En résumé, camarades, la politique de classe de la bourgeoisie s'impose à partir du moment où l'on ne peut pas, où l'on ne veut pas, où l'on n'ose pas faire passer la politique voulue par le pays. C'est l'inflation, c'est la dévaluation — je m'étonne qu'on en ait pas démontré le mécanisme — peut-être n'osera-t-on plus, maintenant, comme on l'a fait en septembre, démontrer imprudemment à l'avance que les prix ne doivent pas hausser à la suite de certaines opérations monétaires. Camarades, vous demanderez aux municipalités comment elles vont s'arranger pour équilibrer leur budget, comment les constructions d'écoles, les grands travaux vont se développer. Hélas ! il faudra en faire son deuil. Dès maintenant, le choix qu'on a fait a pour conséquence le succès de la politique des banques, de la politique voulue par le gros capitalisme financier, qui a été assez fort pour chasser notre gouvernement, et pour imposer le sien, celui de la banque Lazard. Dès maintenant, ce gouvernement va s'employer à faire peser sur la classe ouvrière les charges de la crise ; c'est pourquoi notre conclusion est la suivante : Retrait des ministres socialistes, refus de laisser la crise capitaliste se développer contre les travailleurs par l'utilisation du Front populaire, alors que les trusts ne sont pas touchés.

Vous trouverez, dans le *Bulletin Socialiste*, la démonstration par l'examen des bilans des trusts que ceux-ci, à la fin de l'année, auront augmenté leurs profits, car lorsqu'il y a eu des augmentations de frais généraux, ils en ont profité pour majorer abusivement leurs prix de revient.

Alors nous arrivons à cette conséquence économique qui est extrêmement sérieuse pour la situation du Parti : ce sont les classes moyennes, ce sont les petits artisans, ce sont les petites entreprises qui font les frais de l'opération. Hier, nous avons entendu, à ce sujet, un discours surprenant, qui nous a « épouvantés », cependant son point de départ était réel, mais son interprétation était

très éloignée de celle que nous devrions entendre dans un Congrès socialiste. Notre camarade Berlia vient nous dire : « L'imprimerie devient impossible, les typographes ne sont vraiment pas raisonnables. »

Mais, camarades, attention ! Vous traduisez-là, en effet, les difficultés d'une petite entreprise gérée par des socialistes. Ce sont d'ailleurs les mêmes difficultés partout, quelle que soit l'étiquette politique des gérants ; le petit entrepreneur, à côté de vous, va rencontrer aussi ces difficultés. Alors, attention à votre interprétation. N'oubliez pas que les charges sociales nouvelles sont la contrepartie de l'élévation du niveau de la vie de la classe ouvrière, conforme à nos engagements, et si vous allez dire à la classe ouvrière qui se défend sur le plan syndical en vertu d'un réflexe de classe qui est le sûr réflexe, le bon réflexe, si vous allez dire qu'elle doit, elle aussi, consentir des sacrifices, vous n'accomplissez plus, à ce moment-là, votre rôle de parti de classe. Il faut premièrement dire aux ouvriers que non seulement ils doivent maintenir et développer, par leur force syndicale, leurs exigences à l'égard de l'employeur et deuxièmement il faut dire aux petits entrepreneurs que les solutions socialistes, c'est-à-dire l'attaque contre les trusts, et l'expropriation des grands monopoles de fait, sont les seuls moyens de permettre l'aménagement de la situation créée aux petites entreprises.

Si vous ne faites pas cela, vous prenez l'attitude des classes moyennes sans boussole, proie facile pour le fascisme, comme on l'a vu en Allemagne, ou en Italie, c'est-à-dire que vous encouragez ceux qui se tournent à la fois, en apparence tout au moins, contre le grand capital (mais ils se laissent bientôt tromper par la démagogie fasciste) et surtout contre les marxistes et la classe ouvrière dont ils se croient les victimes.

C'est ce point particulier sur lequel je vous invite, camarades, à vous pencher, car dans les mois qui viennent il faut que le Parti trouve une solution dans sa propagande, à cette redoutable contradiction interne du régime capitaliste.

C'est pourquoi nous apportons ici encore plus énergiquement que jamais notre interprétation générale de la situation. Comment ? Vous entendez partout les doléances et des cris de détresse, les camarades de l'Afrique du Nord viennent vous dire : Le peuple crève de faim ! Ne sentez-vous pas que la misère dans les campagnes n'est pas sensiblement atténuée pour les ouvriers agricoles, ou si elle a été atténuée par l'Office du blé et la hausse des prix, cela va être repris par les conséquences de la dévaluation ?

Il y a là, sous nos yeux, tout un monde qui est en train de mourir. Refuserons-nous d'entendre ces appels désespérés ? Refuserons-nous d'ouvrir la voie vers le socialisme ?

Camarades, il y a là une question de stratégie et un Parti comme le nôtre doit la résoudre. Lorsqu'on nous dit : « Le Front populaire vous en vouliez et, par conséquent, tant pis pour vous si vous avez une désillusion ! » Le Front populaire comme mouvement de masse, oui, le Front populaire considéré comme une étape dans la marche vers le pouvoir, oui ! Mais le Front populaire limité à un cartel électoral et parlementaire, jamais nous n'avons accepté cela ! Jamais nous n'avons confondu les deux choses. (*Applaudissements à gauche.*)

Ce qui est en cause, c'est la crise du régime, plus avancée aujourd'hui qu'il y a un an, à cause de notre mouvement, à cause du Front populaire, à cause de l'action offensive de la classe ouvrière ; mais au lieu de donner l'impression de notre volonté offensive et de la volonté de victoire, nous semblons avoir oublié certains conseils de celui qui, parmi nous, est peut-être le plus jeune de tous, (je veux lui rendre cet hommage) j'ai nommé notre ami Bracke. C'est lui qui, à Mulhouse, nous précisait : « Nous en sommes arrivés à une phase de la bataille engagée entre le capitalisme et le travail, qui fait qu'il n'est plus maintenant possible de stabiliser le champ de combat ; *ou nous élargirons nos conquêtes ou nous régresserons et ce sera notre défaite.* » Et, à un autre moment, exprimant les sentiments d'ardente jeunesse du Parti, il disait encore : « *Oser ! Ne pas avoir peur de renverser si besoin est les vieilles idoles, les vieilles traditions ! Oser, oser toujours !* »

c'est le secret de l'action de demain ! » (Applaudissements.)

Nous demeurons fidèles à ces pensées de Bracke, camarades. Et nous ne faisons que rappeler ainsi des vérités fondamentales qui devraient être en permanence au fond de la conscience socialiste de l'ensemble du Parti.

« Les rapports de production, écrivait Rosa Luxembourg — mais c'est peut-être encore une trotskiste ? — les rapports de production de la société capitaliste se rapprochent de plus en plus des rapports de production de la société socialiste. Mais, par contre, ses rapports politiques et juridiques établissent entre la société capitaliste et la société socialiste un mur de plus en plus élevé. Le mur n'est pas renversé, mais affermi par le développement des réformes sociales et de la démocratie. »

C'est bien cela que nous avons vérifié ; entre le grand capital, qui se défend, et le prolétariat qui attaque, il y a maintenant un antagonisme croissant, comme nous le pensions déjà, n'est-ce pas Zyromski ? à Lyon, en 1927, où nous avons ensemble marqué précisément nos divergences avec la majorité du Parti, sur ce point. L'antagonisme est là et voici la conclusion de Rosa Luxembourg :

« Ce qui pourra l'abattre, ce mur, c'est le coup de marteau de la révolution, la conquête du pouvoir politique, par le prolétariat. »

Voilà ce qu'il faut dire aux masses, camarades. (*Applaudissements.*) On nous dit : « Vous voulez la révolution pour demain matin et vous la voulez avec des radicaux. » Camarades ne confondons pas et ne déformons pas ! Nous voulons orienter les masses vers le socialisme, vers une direction révolutionnaire ; pour demain matin ce que nous demandons c'est que notre Parti ne soit pas compromis avec une politique de déflation, qui n'est pas la sienne, ni celle du Front populaire, ni celle de la classe ouvrière, mais qu'il soit au contraire capable d'imposer en accord avec la C. G. T. un gouvernement de combat, avec un objectif défini : Les nationalisations : C'est comme cela qu'on va vers la Révolution, c'est en dégageant des étapes, c'est en définissant des objectifs concrets et après ceux-là d'autres

se dégageront, une autre étape se dessinera. Mais il s'agit de savoir si on veut y aller, oui ou non, vers cette révolution socialiste, ou si certains sont maintenant résignés à rester, selon le mot célèbre, « au seuil de la révolution » ? (*Applaudissements.*)

Je conclus sur ce point. Camarade, nos propositions sont claires, elles ont été développées déjà par Hérard et par Soulès. D'abord retirer les ministres socialistes de la formation actuelle, dégager le Parti à tout prix.

DORMOY. — Très bien !

MARCEAU PIVERT. — Deuxièmement, lancer un appel au pays, répondre officiellement à l'appel de la C. G. T. Prendre comme base — et c'est ce que nous appellerons la motion unanime, comme nous l'avons fait à Mulhouse, en ce qui concerne strictement le programme immédiat, le document a été publié par le *Peuple*, il comprend la plupart des points que nous avons mis en évidence déjà dans les mois passés... il faut y venir, il faut y venir, il est temps ! et imposer par le mouvement des masses un gouvernement de combat à direction socialiste, à participation communiste, syndicale, radicale, avec toutes les forces vives du pays. (*Applaudissements.*)

GRUMBACH. — En quoi doit consister le « mouvement des masses » ?

MARCEAU PIVERT. — Camarades, prendre comme base ce que la C. G. T. vient de publier, c'est la meilleure planche de salut et c'est ce qui nous permet d'écarter délibérément cette sorte de reproche ou d'inquiétude qu'on nous oppose : La rupture du Front populaire.

Est-ce qu'on va reprocher à la C. G. T., pour avoir publié ce document qui exprime l'exigence de la classe ouvrière, au moment où nous sommes, est-ce qu'on va lui reprocher de rompre le Front populaire ? Qui donc, même les radicaux, osera courir le risque d'être en lutte contre la C. G. T. et contre l'ensemble de la classe ouvrière dans ce pays ? (*Applaudissements.*)

Nous voulons maintenant faire un appel particulier au

Parti. Sans doute nous nous obstinons dans une voie que nous croyons juste, mais en toute bonne foi, camarades, ceux qui ont eu jusqu'à maintenant des perspectives un peu courtes, devraient au moins être d'accord avec nous sur certaines constatations.

Quand je vois, par exemple, le 16 juin, dans le *Populaire*, notre camarade Guy Le Normand écrire : « Aujourd'hui nous sommes au pied du mur et nous avons planté les échelles »... et laisser croire (on a repris ce texte ailleurs) que nous allions, en effet, vers les nationalisations ; or, les échelles, ce sont les adversaires qui les ont prises et c'est M. Bonnet qui s'en est emparé pour écarter le danger d'une direction socialiste ! Il y a là une regrettable erreur de perspective et j'en pourrais citer bien d'autres ! Par exemple le document fameux que le Parti a envoyé aux fédérations et aux sections pour démontrer qu'on avait le 5 mars triomphé de la finance ! il est né d'une légèreté que je préfère ne pas qualifier. Aujourd'hui, camarades, il ne faut plus recommencer cela car vraiment on ne nous prendrait pas pour des militants sérieux !

Ce qui est plus important encore, maintenant, ce sont des habitudes qu'il faut essayer de développer dans le Parti, des habitudes nécessaires à un parti de classe qui veut éviter de devenir un parti comme les autres.

Je pense, par exemple — et on me le reprochera peut-être — que nous devons faire un effort pour ne pas transformer nos assemblées en séance d'acclamations continuelles. Quand c'est dans le Parti radical, on dit : « Il suffit qu'Herriot arrive », quand c'est dans le parti communiste, c'est Staline. Nous, nous voulons aimer autrement et mieux que cela nos « chefs » et nous voulons qu'ils soient considérés précisément comme d'autres militants, car ce qu'il nous faut rechercher, ce n'est pas le souci d'acclamer extérieurement, c'est la volonté de réflexion intérieure, du maintien intégral de la liberté de décision, le respect de l'individualité du militant. (*Applaudissements.*) Nous, nous pensons que le travail politique a ses exigences. Et d'autre part de mauvaises habitudes dont nous avons, d'ailleurs, parlé hier — et je n'y reviendrai pas — risquent dans certains cas de laisser l'impression qu'on copie un peu trop

dans nos assemblées sur les procédés politiques familiers à la bourgeoisie ou à certains comités radicaux. Il faut aussi se garder de développer ce qu'on pourrait appeler par antiphrase le « défaitisme révolutionnaire », c'est-à-dire de laisser trop d'influence à ceux qui ne croient pas à la possibilité de la révolution, parce que les circonstances ne leur paraissent pas favorables, sans doute. Il y a des camarades qui, très sincèrement, ont examiné la situation et nous savons que leur timidité n'est pas un défaut congénital chez eux ; nous savons qu'ils ont pesé le pour et le contre, en toute loyauté, mais nous croyons que pour d'autres camarades du Parti, l'heure ne sera jamais favorable. Les aléas révolutionnaires, dont a parlé Léon Blum rencontreront leur répugnance toutes les fois qu'il y aura une possibilité de « faire le saut ». Nous, nous voulons au contraire développer dans le Parti cette volonté de combat qui lui permettra de saisir l'occasion de se dresser d'un seul bloc et de faire le saut en entraînant la classe ouvrière derrière lui...

GRUMBACH. — Quel saut ?

MARCEAU PIVERT. — On se propose de préparer l'Union dans le Parti. Soit ! Mais l'union pourquoi ? C'est là encore une de ces illusions, camarades, contre lesquelles nous devons vous mettre en garde. Vous le savez bien, même quand nous votons contre la majorité pour défendre nos positions préférées, on peut faire appel à nous dans la bataille. On peut faire appel à nous pour enrichir la vie du Parti, pour la propagande, pour toutes les tâches techniques. Par conséquent il faut vous dire que ce qui compte c'est surtout cette cohésion dans l'action au dehors, ce n'est pas tellement le fait qu'on a refusé de donner sa signature à des nègres blancs qui peut gêner l'action extérieure, camarades, c'est l'équivoque dans la pensée et dans les décisions.

Il y a donc, actuellement, des précautions à prendre pour que le Parti entre dans la voie d'une véritable démocratie prolétarienne. De ce point de vue, il n'est pas sans danger de laisser dire à cette tribune et de laisser propager des accusations ou des appréciations comme : « La

classe ouvrière n'est vraiment pas raisonnable ! ... Ce sont des exigences... Elle occupe encore des entreprises... » Ce n'est pas notre rôle, camarades. Les organisations syndicales ont la mission, le droit de se déterminer avec méthode et discipline; mais condamner l'action directe de la classe ouvrière, même partielle, ce n'est pas le rôle d'un parti de classe, et quand nous voyons utiliser — car on donne des armes à l'adversaire comme cela — certaines déclarations, certaines lettres comme celle de notre camarade Barthélemy, qui demande à Chautamps, maintenant, de bien vouloir faire évacuer les chantiers occupés, la réaction s'en empare et je dis que cela n'a rien de commun avec une véritable attitude de classe, avec un véritable parti de classe, comme nous le souhaitons.

Enfin...

LAGORGETTE. — Vous allez venir avec la *Bataille Socialiste*...

MARCEAU PIVERT. — C'est cette confusion qui explique bien des choses. Jusqu'où descendrons-nous dans la voie des capitulations ? Camarades, je veux examiner à présent le principal motif invoqué pour expliquer cette situation.

PLUSIEURS VOIX. — Ah !...

MARCEAU PIVERT. — En effet la raison essentielle des hésitations et de la démission nous a été révélée devant le Conseil National du 22 juin.

En somme, on sait chez nous que le camarade Léon Blum a été placé le 20 juin devant une situation extrêmement pénible, et on a non seulement le droit mais le devoir strict de l'examiner à fond et d'examiner aussi dans quelles conditions la solution choisie n'engage pas l'avenir, dans une direction périlleuse. En effet, ce qui est grave, dans la période actuelle, c'est qu'on semble avoir réussi à développer dans la classe ouvrière cette impression qu'elle doit freiner son action revendicative sous prétexte que la situation internationale est grave. Nous n'acceptons pas, nous n'accepterons jamais cette excuse et j'ai été surpris des contradictions éclatantes qui, parfois, avec

talent, ont été portées à cette tribune par les camarades qui nous disent : « Mais nous allons préparer pendant un certain temps le retour de notre camarade Léon Blum. » Mais pardon, est-ce que vous êtes bien sûrs que la situation ne sera pas alors encore plus grave au point de vue international ? Est-ce que vous êtes bien sûrs qu'Hitler ne va pas encore inventer une nouvelle torpille pour empêcher précisément que Léon Blum ne revienne au pouvoir ? Alors si l'argument vaut à un moment déterminé de la période où nous sommes, il vaut en permanence et cela vous conduit tout droit à l'union nationale, camarades. Cela vous conduit tout droit à la collaboration de classe et à l'union sacrée ; il faut choisir ; et si l'argument ne vaut rien, alors il faut rejoindre résolument notre position de classe internationale et il faut refuser ce prétexte que la bourgeoisie invoque pour peser sur nos décisions. (*Applaudissements.*) Voilà tout le problème de l'orientation générale, je suis au cœur du sujet : Par exemple ou bien on capitule devant l'Eglise, si on recherche son appui politique, si on a besoin d'elle, de ses évêques, de ses archevêques, de son pape. Ou alors on s'engage dans une politique de laïcité combattive. C'est l'un ou l'autre.

Ou bien on capitule devant les banques et on subit leurs conditions, leurs Rist, leurs Baudouin qui, pour aggraver encore la situation s'en vont au moment psychologique, ou alors on s'engage dans une politique de coercition, de lutte, d'expropriation à l'égard des banques et des grands capitalistes.

Ou bien on subit une politique d'union sacrée et les exigences de l'Etat-Major passent avant toute chose, ou bien on refuse la dernière chance que le régime peut encore courir, c'est-à-dire la guerre impérialiste et on déclare dès maintenant qu'on n'en veut pas et qu'on préparera la lutte révolutionnaire internationale, pour l'empêcher d'éclater. (*Applaudissements.*)

J'ajouterai même, sur un sujet douloureux dont il a été parlé, dont on reparlera, qu'on s'oriente vers l'étranglement de la révolution espagnole, par la complicité avec une médiation dont nous savons qu'elle est dès maintenant négociée par la Cité de Londres, par les jésuites, par un

certain nombre d'éléments de conservation sociale du côté républicain alors qu'on devrait orienter le prolétariat de ce pays vers la solidarité révolutionnaire effective avec nos frères espagnols.

Voilà les deux voies, camarades. (*Applaudissements.*) Il n'y en a pas trente-six. Or, nous sommes sur ce plan de la politique internationale, devant une situation que la simple décoration de cette salle, d'ailleurs, permet de souligner, car je ne me rappelle pas avoir vu souvent les drapeaux tricolores dans les Congrès du Parti ! C'est quelque chose de singulier et de caractéristique (*vifs applaudissements*) que nous avons dû copier quelque part.

Mais lisons la presse allemande : « Si la France et si l'Angleterre se mettent tout à coup à vouloir défendre leurs intérêts en Méditerranée, la situation deviendra très grave. » C'est ce que dit le *Frankfurter Zeitung*. Et Leroux, dans le *Populaire*, qui affirme de son côté : « Le désarmement général, maintenant, est conditionné par la sécurité. » Alors ce n'était pas la peine de combattre Paul Boncour, c'est lui qui avait raison, s'il faut d'abord la sécurité et ensuite le désarmement !

GRUMBACH. — C'est faux il n'y avait pas le réarmement allemand ! (*Applaudissements à gauche et protestations.*)

GRUMBACH. — Vous n'êtes pas de bonne foi !

MARCEAU PIVERT. — Je sais que ce point est particulièrement sensible, pour les raisons que l'on sait, à ceux qui sont connus pour leur spécialisation dans ce domaine, je n'en dis pas plus ; je n'en dis pas plus, mais je comprends que notre camarade Grumbach ne puisse entendre sans révolte des mots d'ordre qui ont été ceux des minoritaires de guerre, ceux de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg ! (*Vifs applaudissements.*)

GRUMBACH. — C'est faux ! tu es de mauvaise foi et tu es un ignorant ! un ignorant, et de mauvaise foi ! (*Bruit.*)

LE PRÉSIDENT. — Je prie le camarade Grumbach de vouloir bien se taire, il n'est pas monté là pour interrompre l'orateur.

GRUMBACH. — Il est quand même ignorant et quand même de mauvaise foi !

MARCEAU PIVERT. — Camarades, nous avons développé ici par l'intervention de Cazenave notre thèse sur la sécurité collective. Nous avons tenté, là aussi, une interprétation internationaliste et marxiste et vérifié que la sécurité collective, la vraie, ne peut résider que dans la volonté révolutionnaire du prolétariat international ; il n'y en a pas d'autre, camarades. Il ne faut pas nous raconter d'histoires. Car, ou bien les formules que nous avons trop longtemps développées sans les approfondir, et je rejoins ici Louis Lévy, mais évidemment pour penser exactement le contraire de ce qu'il pense (*rires*) mais oui ! je rejoins ce désir de clarté qui est ce qu'un grand Parti doit souhaiter comme la plus précieuse garantie de son avenir... On ne s'embarque pas derrière des formules quand on ne sait pas ce qu'elles signifient, il faut voir le contenu. (*Bruit.*)

Elle a permis, la sécurité collective, d'aller promettre notre concours à la Tchécoslovaquie... Ah ! ce n'est plus seulement la défense nationale, les frontières de la défense nationale, elles passent tantôt là-bas, du côté de la sentinelle du soldat polonais, ou du soldat tchécoslovaque, mais comme par hasard elles ne passent pas du côté du soldat républicain et socialiste espagnol. (*Applaudissements.*) On l'a oubliée tout simplement parce que là le problème de classe se pose brutalement. Mais, en vérité, il faut avouer que la « sécurité collective » dissimule une politique de bloc, de deux blocs qui s'opposent et, par conséquent, c'est une formule vaine, inefficace, stérile. Donc, comme je le disais il y a un instant, ou bien ce n'est qu'une formule, ou bien c'est la guerre généralisée pour résoudre les conflits impérialistes, avec les cadavres des prolétaires du monde. (*Applaudissements.*)

GRUMBACH. — C'est de la sombre démagogie !

MARCEAU PIVERT. — Camarades, les fascistes, naturellement, ne veulent pas de la sécurité collective, pour jouer leur jeu de nations qui sont en retard sur les vieilles nations capitalistes et qui veulent leur morceau de gâteau.

Les nations démocratiques en parlent, mais sans la vouloir sincèrement. On l'a vu à propos de l'Éthiopie, on l'a vu à propos de l'Espagne, parce que c'est un prétexte commode qui permet d'exploiter la bonne foi de la classe ouvrière. Mais les révolutionnaires que nous voulons être doivent dire la vérité à la classe ouvrière. C'est là une notion artificielle. C'est là une notion juridique construite par le capitalisme lui-même, cela lui permet de masquer (et c'est le plus grand danger de l'heure) la réalité profonde du Front international de classe. (*Applaudissements. Grumbach interrompt.*)

Sans doute, les camarades viendront nous dire qu'on n'a jamais dit cela dans le mouvement international, c'est d'ailleurs inexact : Le Parti socialiste américain est d'accord avec nous. (*Protestations.*)

JEAN LONGUET. — Toute l'Internationale est contre vous !

LE PRÉSIDENT. — Grumbach, je te prie de descendre de la tribune si tu continues !

MARCEAU PIVERT. — Et après ? il y a eu un certain Lénine qui était en désaccord avec toute l'Internationale et qui, en 1917, a fait jouer cette théorie de l'Internationalisme prolétarien, et avec un certain succès, camarades ! (*Applaudissements.*)

D'ailleurs, je répète qu'il n'est pas exact que toute l'Internationale soit absolument étrangère à cette interprétation, il y a des minorités partout. En Hollande même, la minorité a le droit de développer ses mots d'ordre, dans le pays ; elle y a été autorisée par la majorité. Le Bund polonais, le Parti socialiste autrichien sont sur les positions internationalistes de classe, et même si nous étions seuls, nous pensons que derrière les noms glorieux de Liebknecht et de Rosa Luxembourg qu'on a malheureusement laissé assassiner, il y a encore placé pour relever le drapeau de l'internationalisme prolétarien. (*Applaudissements.*)

Mais, même dans le Parti, dans la tradition du Parti, on retrouverait sans peine des enseignements du même ordre. Le discours de Lafargue à Nancy, en 1907, vous fait une

obligation de lutter contre le militarisme, de lutter contre le colonialisme. Alors, camarades, il faut être logique. D'autant plus que nous avons actuellement à déplorer de redoutables changements de position du Parti communiste sur ce sujet. Je les regrette pour lui, mais c'est une raison de plus, car les vérités de classes n'ont pas changé de contenu. Ce n'est pas parce qu'on dit aujourd'hui blanc, ce qu'on disait hier noir, que la nature profonde des choses a été modifiée. Et il faudra bien y revenir ! En tout cas, nous, nous pensons que la Charte qui nous a été remise quand nous avons adhéré au Parti contient des principes et des règles immuables : « Entente et action internationale des travailleurs ». Oui ! « Travailleurs de tous les pays, unissez-vous ! » cela ne peut pas vouloir dire : « Travailleurs de tous les pays, égorgez-vous ! »

Voilà encore une divergence de taille entre nous. (*Applaudissements.*)

D'ailleurs, permettez-moi une dernière observation à propos de votre prétendue « défense nationale » ; venez donc nous expliquer ceci : Comment se fait-il que l'on vienne nous proposer la militarisation du pays avec toutes les conséquences et la fascisation inévitable qui en résulte, alors que c'est la France même de Front populaire qui, actuellement, continue à fournir le minerai avec lequel l'Allemagne peut se réarmer ? (*Applaudissements.*) Si on la voulait vraiment, la « défense nationale », pourquoi y a-t-il eu en 1934 1.700.000 tonnes d'exportations ? En 1935, 5.800.000 ? En 1936, 7.793.000 ? En 1937, le rythme augmente : 600.000 tonnes par mois, en moyenne !

Ce n'est pas tout, camarades, c'est la même chose pour tout, pour le manganèse, pour le nickel, pour le pétrole. La guerre ne serait pas possible si la bourgeoisie croyait elle-même aux mots d'ordre qu'elle veut faire adopter par le prolétariat. Il lui suffirait, en effet, d'interdire certaines exportations à destination des pays qu'on a déjà désignés comme les agresseurs éventuels.

Sur ce point, je veux marquer notre accord avec la position prise devant le pays par notre camarade Blum, dans un grand discours dont vous n'avez pas perdu le souvenir, je pense : celui qu'il a prononcé contre la loi

de deux ans, en mars 1935. Que disait-il alors, au lendemain du réarmement allemand ?

« Au lieu de nous saisir du projet de deux ans, ce serait aujourd'hui l'occasion de lancer au monde un de ces appels suprêmes comme il en a connu, et qui ont exercé sur lui tant de résonance. Au lieu de cela, voilà qu'on va refermer sur lui-même ce monde armé dans lequel il n'y aura plus de chance de salut pour la sécurité, puisqu'il n'y aura plus de chance de salut pour la paix elle-même. »

Et sa démonstration lumineuse prouvait qu'on ne peut pas, à la fois, avoir une politique d'armement et une politique de paix et de progrès social.

Oui, il a démontré cela devant la Chambre d'une manière éclatante. (*Applaudissements.*) Voici le passage concernant le freinage obligatoire faute de crédits de toutes les réformes sociales, il est encore plus vivant que jamais. « Oh ! tout ce que vous auriez pu employer à soulager la vie humaine, va être détourné pour être consacré aux œuvres de mort ! »

Il en est bien ainsi, camarades ! Et sa conclusion, nous la faisons toujours nôtre :

« Alors, disait Léon Blum, avec son courage habituel — car cette phrase, elle a une signification que nous reprenons à notre compte — ah ! alors ne vous étonnez pas, Messieurs, si chez des millions d'hommes cette pensée.... » (*Bruit, ironie.*)

Je lis la phrase de Léon Blum devant la Chambre. (*Mouvement général dans la salle.*)

LE PRÉSIDENT. — Qu'est-ce qu'il y a ?

MARCEAU PIVERT. — C'est le discours de Léon Blum en mars 1935, contre les deux ans, qui s'adresse à la Chambre ; il dit — et au pays aussi :

« Alors, ne vous étonnez pas, Messieurs, que chez des millions d'hommes cette pensée naît, se développe, s'amplifie, « on ne vit qu'une fois, on ne meurt qu'une fois », si je dois donner ma vie, que ce soit au moins pour quel-

que chose, que ce soit pour la délivrance de ceux qui peinent, de ceux qui souffrent, que ce soit pour léguer vraiment, cette fois, à nos enfants, la justice et la paix ! »

Alors nous reprenons cela, camarades (*applaudissements*), et nous disons : L'heure approche de refuser notre vie au moloch de la guerre pour la mettre au service de la cause sacrée de la Révolution. (*Interpellations de la salle.*)

Pour commencer, voici l'heure du militant ! On a souvent raillé notre Parti, et Paul Faure avait répondu très justement à la presse bourgeoise, quand il fallait consulter le facteur de Pézenas ou le pharmacien de Brive-la-Gaillarde ; eh bien ! ils ont été consultés, il faudra continuer à les consulter. C'est eux qui dirigent la politique dans ce pays, et il ne faut pas avoir peur, quand ils se prononcent de telle ou telle manière, il n'y a rien à craindre quand la démocratie joue vivante, permanente, dans notre Parti.

Soulignons le mérite de ceux qui ont résisté à la fois à la confiance naturelle qu'on porte à ceux qui sont au pouvoir et qui sont nos délégués, à ceux qui sont leurs députés, à ceux qui sont nos ministres, il y en a beaucoup, camarades, auxquels nous tenons à rendre justice, il y a des militants qui ont dit à leurs élus : « Oui, bien ! Nous ne mettons pas en cause votre bonne volonté, mais nous ne sommes pas d'accord sur la politique suivie ; nous en voulons une autre. » C'est cela, la garantie suprême du Parti, c'est là que réside pour lui la possibilité de son redressement. Aussi nous faisons appel à l'ensemble du Parti pour qu'il se dégage d'une situation qui devient périlleuse. Il faut parler fort. Il faut démolir, volontairement, le système défensif habile du capitalisme. Il faut mettre un terme à cette période de paix sociale et d'union sacrée, de surarmement et de guerre que la bourgeoisie veut nous imposer. Il faut que l'on substitue à la déception qui monte, la renaissance des espoirs cultivés par le Front populaire. Sans cela, l'étau terrible de l'Union nationale nous attend, et derrière l'Union nationale, probablement le fascisme.

Nous dirons donc « Non » aux financiers, nous dirons « Non » aux munitionnaires, nous lancerons un appel au peuple, un appel à la classe ouvrière. Oh ! camarades, au nom de qui ? D'une poignée, évidemment ! Les timides, les faibles vont peut-être se moquer de nous. Nous sommes un petit nombre, oui ! Mais nous sommes dans un monde qui cherche actuellement la solution à ses misères, à ses contradictions. Nous portons en nous la certitude exaltante de traduire les intérêts profonds des multitudes angoissées. Plus de reculades, plus de compromis, plus de calculs ! Il faut la bataille, il faut se battre ! La bataille révolutionnaire, oui ! Il faut la préparer, il faut que tous les travailleurs de tous les pays saisissent à la gorge leurs profiteurs, leurs exploités, les criminels qui préparent la guerre et, pour commencer, nous ne voulons pas laisser toucher à notre niveau de vie ; pour commencer, nous voulons remplacer le gouvernement voulu par les banques, par un gouvernement du peuple. Nous voulons cela tout de suite et non pas dans six mois ; car, dans six mois, il y aura encore un peu moins de possibilités qu'aujourd'hui. Oui, nous voulons ce gouvernement à direction socialiste, se battant contre l'adversaire de classe, avec toutes les forces vives du pays et tenant tête énergiquement à l'ennemi commun !

Debout, face à la bourgeoisie, camarades ! J'ai envie de lui crier comme le philosophe : « Je vois ton orgueil à travers les trous de ton manteau ! »

C'est-à-dire : « Oh ! bourgeoisie, je vois ton effroyable égoïsme de classe, à travers les trous de ta guenille financière ! Tu crois déjà tenir notre Parti à ta disposition. Après l'avoir enchaîné au char du ministère voulu par la banque Lazard ! Tu crois déjà pouvoir utiliser, peut-être déshonorer et bientôt briser notre Parti ! Mais regarde ! Regarde ces hommes qui se lèvent dans le pays, à tous les horizons ! Qui, au delà même des frontières, suivent notre expérience, qui se libèrent de l'influence, de l'idéologie bourgeoise, de la presse, des mensonges, des menaces, des répressions, des perfidies, des corruptions ! Regarde ces hommes, dont notre Parti est de plus en plus riche, qui ont foi dans leur force, foi dans leur

destin, foi dans leur avenir. Ils relèvent le défi, le défi insolent jeté par une poignée de profiteurs, à des millions de victimes, et voici que s'élève, en clameur vengeresse, notre cri de ralliement, expression de nos suprêmes espérances : Révolution d'abord, Socialisme partout ! (*Vifs applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — La parole est au camarade Serre, pour une déclaration, mais il est...

SERRE. — Camarades, à la demande d'un certain nombre de camarades délégués de province et en particulier des départements frontières de l'Espagne, je devais aujourd'hui reprendre la parole sur la question espagnole. Etant donné l'impatience que vous avez tous d'entendre notre camarade Léon Blum, je me bornerai à une simple déclaration, pour éviter qu'il y ait une équivoque en ce qui concerne la position du Comité d'action socialiste, pour l'Espagne, à la suite des paroles prononcées l'autre jour par notre camarade Grumbach.

L'autre jour, à la fin de la discussion, sur ce sujet, notre camarade Grumbach a dit que nous avions satisfaction, puisque le contrôle venait d'être supprimé. Nous n'avons pas satisfaction, puisque si le contrôle est supprimé, la non-intervention continue. Au contraire, nous estimons que nous nous trouvons, à l'heure actuelle, dans la situation la plus dangereuse, celle de la non-intervention non contrôlée. Nous avons connu cette vague, nous savons que c'est en réalité le blocus de l'Espagne républicaine et le ravitaillement massif de Franco. Dans ces conditions, nous maintenons intégralement nos positions. Nous demandons à tous les camarades qui ont voté pour la motion du Comité d'action socialiste pour l'Espagne, de maintenir leur position, pour le rétablissement de la République espagnole dans son droit absolu, pour le maintien dans sa qualité de rebelle et la non-reconnaissance de la belligérance de Franco, pour la fermeture de la frontière des rebelles ; nous demandons que les positions soient exactement maintenues. Nous insistons pour que le gouvernement prenne toutes les mesures utiles pour que les fonctionnaires qui se trouvent à la frontière